



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-fin-d-un-monde>

La fin d'un monde...

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2012 - N° 1129 - mars 2012 -

Date de mise en ligne : samedi 31 mars 2012

Date de parution : mars 2012

Description :

Marie-Louise Duboin voit l'asservissement des populations, et la fin des démocraties dans la signature, précipitée et sans concertation, de deux nouveaux traités européens.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Depuis le mot d'ordre imposé par Margaret Thatcher, « il n'y a pas d'alternative » à l'économie libérale, l'échec de cette politique est manifeste. La misère s'étend : des populations entières sont décimées, soit par le chômage, soit par les armes. Les ressources de la planète sont irrémédiablement pillées : les énergies fossiles, que la nature a mis des millions d'années à former, ont été consommées en quelques décennies. Et le mépris de l'environnement se paie par d'épouvantables cataclysmes, qui se multiplient. Tout se passe comme si la décision de mettre fin à notre monde avait été prise, puis systématiquement appliquée en prenant toutes les mesures nécessaires pour que la voix des peuples ainsi condamnés ne soit pas entendue.

Tant que cette stratégie du choc, décrite par Naomie Klein, s'est appliquée aux pays du "Tiers monde", les "pays riches" ont pu penser que, puisqu'ils étaient des "démocraties", ils seraient épargnés.

La façon dont s'est construite l'Europe de la finance et non pas des peuples, n'a d'abord pas trop inquiété : l'idée qu'il s'agissait de supprimer les frontières intérieures pour y assurer la paix, a agi comme un écran de fumée.

Puis, en 2005, le NON majoritaire au référendum sur le traité constitutionnel a témoigné d'une certaine prise de conscience chez les électeurs français. En signant le traité de Lisbonne, les dirigeants de l'Europe ont montré leur volonté de passer outre.

Ils sont allés encore plus loin quand la crise des "subprimes" a traversé l'Atlantique. Car, non seulement ils ont d'abord couru au secours des banques compromises pour leur permettre de continuer, mais ils ont ensuite remis la direction de la Banque Centrale Européenne, la présidence du Conseil d'Italie et la gouvernance financière de la Grèce à trois banquiers issus de la banque Goldman-Sachs. Quand on sait que cette banque, qui a aidé la Grèce à falsifier ses comptes tout en pariant sur sa faillite, est aujourd'hui poursuivie devant les tribunaux aux Etats-Unis pour son rôle dans les "subprimes", on se demande si les chefs de gouvernements de l'UE sont conscients de ce qu'ils font.

Or leur escalade continue, et de plus belle. Non contents de condamner à payer, sans appel, les peuples grec, espagnol, irlandais, italien, en les contraignant à des privations qui les asphyxient et dans des conditions qui bloquent complètement leurs économies, voilà que 25 chefs d'États ont entrepris d'imposer la même "loi d'airain" à toute l'Europe ! Ils ont préparé, à toute allure, sans la moindre consultation, deux nouveaux traités, dont l'un, le MES, a déjà été signé.

Fixer par un traité cette "règle d'or" qui, entre autres contraintes, va obliger les États à soumettre leurs budgets à une autorité supranationale illégitime, qui exigera d'eux des "pactes d'ajustement structurels", c'est clairement entériner l'abandon de leur souveraineté pour mieux asservir les populations.

Comment faire confiance à des politiciens qui, tout en prétendant être "de gauche" et vouloir une Europe sociale, ont laissé passer de tels traités ?

S'ils vivent dans un monde à part, d'où ils ne voient pas à quoi ils condamnent leurs concitoyens, n'est-ce pas le rôle des économistes de leur ouvrir les yeux, de leur transmettre les besoins ou les suggestions exprimés par la population ?

Hélas, les rares parmi ceux qui se disent non orthodoxes, voire atterrés, ont été formés de telle sorte qu'ils ne peuvent envisager de réformes que celles proposées par leurs illustres prédécesseurs, Keynes par exemple, parce qu'ils les ont étudiées. Ils sont ainsi incapables d'envisager une idée simple, mais nouvelle, comme celle d'une

La fin d'un monde...

monnaie créée non plus par endettement mais pour être le pouvoir d'achat des biens à vendre, s'annulant à l'usage.

Quant aux économistes "non atterrés", Jean-Pierre Mon explique ci-après leur comportement : (cf. Désintoxication)